

Les chiffres du chômage contestés de l'intérieur *Le Figaro*, 19 avril 2007

Pour la première fois de leur histoire, des statisticiens du ministère de l'Emploi manifestent. Leur revendication ? Que les chiffres du chômage ne soient pas publiés entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ce ne sera ni une grève, ni une manifestation. Juste une communication solennelle et un rassemblement informel. Mais c'est le premier dans l'histoire des services statistiques du ministère de l'Emploi.

A midi devant la tour Mirabeau qui abrite à Paris la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère de l'Emploi, une intersyndicale appellera à la non-publication des chiffres du chômage du mois d'avril. La raison ? "La sous-estimation considérable du chômage". Pour les statisticiens, le taux publié et commenté mensuellement «ne reflète plus depuis 2005 les évolutions du taux de chômage aux normes du Bureau international du travail (...)», souligne-t-elle. Les prochains chiffres du chômage devraient être publiés le 26 avril, entre les deux tours de la présidentielle.

Prendre ses responsabilités

"Quelques jours avant la sortie des chiffres du chômage à la fin avril, et dans une phase cruciale du débat public, les syndicats du ministère de l'Emploi, de l'Insee et de l'ANPE demandent à leurs directions de prendre leurs responsabilités et de ne pas publier l'estimation mensuelle des chiffres du chômage à la fin avril", précise le communiqué de l'intersyndicale. Et de souligner «la confusion qui sévit actuellement», et d'appeler à «la tenue d'Etats généraux des chiffres du chômage».

Fin mars dernier, Eurostat, l'office européen de statistiques, avait déjà [relevé les taux de chômage](#) français sur plusieurs mois, et notamment à 8,8% pour le mois de février, contre 8,4% annoncé par le ministère de l'Emploi et l'Insee.

Chômage : fronde contre les chiffres menteurs

Les statisticiens exigent que les taux d'avril ne soient pas publiés entre les deux tours.

Sonya Faure, *Libération*, jeudi 19 avril 2007

http://www.liberation.fr/actualite/economie_terre/248526.FR.php

Ne pas publier les chiffres du chômage fin avril. Et priver la droite d'une occasion de pavoiser sur la baisse du nombre des demandeurs d'emploi à la veille du second tour... C'est ce que réclament les syndicats du ministère de l'Emploi, de l'Insee et de l'ANPE, les trois institutions responsables des statistiques du chômage. A l'appel de la plupart de leurs organisations syndicales, les statisticiens manifestent aujourd'hui pour appeler à la tenue d'états généraux des chiffres du chômage. Car «*le taux publié par l'Insee et la Dares [le service statistique du ministère de l'Emploi, ndlr] et commenté mensuellement par le gouvernement ne reflète plus, depuis 2005, les évolutions du taux de chômage*», estiment-ils.

Embarrassants.

Les syndicats poursuivent une polémique née en début d'année, quand l'Insee a décidé de reporter à l'automne 2007, et donc après la présidentielle, la révision du taux de chômage sur la base de son «enquête emploi» annuelle, publiée traditionnellement en mars. Selon eux, le gouvernement aurait fait pression sur l'institution pour retarder la diffusion des «vrais» chiffres du chômage, bien plus embarrassants (*Libération* de lundi). Selon l'enquête de l'Insee, le taux de chômage s'élève en moyenne annuelle à 9,8 % en 2006. «*Soit le même niveau qu'en 2005, trahissant qu'aucune baisse significative du chômage n'a été enregistrée en moyenne sur les deux dernières années*», décrypte l'intersyndicale. La direction de l'Insee, elle, a démenti toute pression : les chiffres seraient impubliables pour cause d'«*incohérence*» méthodologique. Mais la polémique ne s'est pas apaisée : mardi, le porte-parole du PS sur les questions de l'emploi, Gaëtan Gorce, a annoncé qu'il saisirait

«la commission d'accès aux documents administratifs afin de contraindre le ministre de l'Economie à publier les véritables chiffres».

Versions.

Concrètement, il existe deux façons d'évaluer le chômage. L'enquête emploi de l'Insee, annuelle et plus proche des normes internationales, est déclarative : les personnes qui se disent en recherche d'emploi, et qui n'ont pas travaillé la semaine précédant l'enquête, sont comptabilisées comme chômeuses. L'ANPE, elle, fournit chaque mois un nombre de demandeurs d'emploi - sur lequel se jette un gouvernement boulimique de chiffres, surtout quand ils baissent - tiré de ses listes d'inscription. Version Insee : le taux de chômage stagne. Version ANPE : le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse de diminuer.

«Ce qui s'explique aisément, éclaire Thomas Coutrot, statisticien et membre du collectif ACDC (les Autres chiffres du chômage) qui a dénoncé la situation dans une note de 15 pages, le mois dernier. Depuis 2005, l'ANPE a modifié les règles de gestion de sa liste de chômeurs. Elle a, par exemple, réduit le délai pour actualiser son inscription : si un demandeur d'emploi tarde, il est radié. Les contrôles et les radiations pour sanction ont aussi progressé. De plus, avec le suivi mensuel personnalisé, certains demandeurs d'emploi ont estimé qu'il était inutile de se déplacer, vu le peu d'offres d'emploi qu'ils trouvaient.» Enfin, la proportion de chômeurs indemnisés a baissé et les demandeurs d'emploi en fin de droit n'ont aucun intérêt à pointer. Selon le collectif ACDC, 200 000 chômeurs se seraient évaporés des listes de l'ANPE.

AFP 161850 AVR 07

Le personnel des services statistiques de l'Emploi manifesterà jeudi pour demander la non-publication des chiffres du chômage, entre les deux tours de la présidentielle, en raison de "la sous-estimation considérable du chômage" par ces statistiques.

Un rassemblement public, le premier de ce type dans l'histoire des services statistiques de l'Emploi, est prévu à midi devant la tour Mirabeau qui abrite à Paris la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère de l'Emploi, à l'appel d'une intersyndicale.

Celle-ci associe les syndicats CGT, SYNTEF-CFDT, FO, SNU/FSU, Unsa de la Dares, le SNU/FSU, Sud, FO de l'ANPE et la CGT, la CFDT, Sud, FO de l'Insee.

"Quelques jours avant la sortie des chiffres du chômage à la fin avril, et dans une phase cruciale du débat public, les syndicats du ministère de l'Emploi, de l'Insee et de l'ANPE demandent à leurs directions de prendre leurs responsabilités et de ne pas publier l'estimation mensuelle des chiffres du chômage à la fin avril", exigent-ils.

Les prochains chiffres du chômage doivent être publiés le 26 avril, entre les deux tours de la présidentielle. L'intersyndicale dénonce "la confusion qui sévit actuellement", et appelle à la tenue d'Etats généraux des chiffres du chômage". Le taux publié et commenté mensuellement "ne reflète plus depuis 2005 les évolutions du taux de chômage aux normes du Bureau international du travail (...)", souligne-t-elle. Fin mars, Eurostat, l'office européen de statistiques, a relevé les taux de chômage français sur plusieurs mois, et notamment à 8,8% pour le mois de février, contre 8,4% annoncé par le ministère de l'Emploi et l'Insee.

La différence s'explique par la décision de l'Insee de reporter à l'automne la révision du taux de chômage à partir de l'Enquête Emploi, à savoir un vaste sondage permettant de cerner directement la situation au plus près du terrain. Les chiffres actuels du ministère français s'en tiennent, eux, aux

listes communiquées par l'ANPE. "Le recours à ces données est fortement remis en question par les modifications apportées depuis 2005 dans la gestion administratives des demandeurs d'emploi à l'ANPE", souligne l'intersyndicale.